



GROUPE DE TRAVAIL DU 30 JUIN 2011

DECLARATION LIMINAIRE « BUDGET DE REGRESSION SOCIALE »

Madame la Présidente,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour un groupe de travail consacré aux perspectives budgétaires 2012.

A la lecture de la fiche de présentation et au delà des nécessaires précisions qui nous seront apportées, nous ne pouvons que réprouver ce projet de budget. Votre copie est à revoir. De ce point de vue nous notons que les arbitrages définitifs ne sont pas rendus. Nous exigeons que la période à venir soit mise à profit pour construire un tout autre budget afin de répondre aux besoins des agents des Finances, actifs, retraités, fonctionnaires et non-titulaires.

Pour la Fédération des Finances CGT, les baisses qui se profilent déjà et qui touchent l'ensemble des prestations sont inacceptables : il s'agit véritablement d'un budget de régression sociale !

Le contexte de gel de nos salaires, de suppressions supplémentaires d'emplois annoncées... va encore accentuer la dérive des conditions de vie des agents.

Or, la crise économique et sociale actuelle justifie au contraire l'attribution de moyens supplémentaires pour l'Action Sociale et l'Hygiène et Sécurité.

Au delà des revendications déjà formulées à de multiples reprises par notre Fédération, nous tenons à pointer tout particulièrement deux enjeux majeurs.

Premièrement, la petite enfance : dans le cadre du plan d'action égalité Femmes/Hommes, il est prévu une politique volontariste de réservations de places en crèche. Or, ce document nous présente un budget « Petite enfance » constant. Quid alors de cette politique volontariste affichée ?

Deuxièmement, nous réitérons avec force notre demande s'agissant de l'accès aux droits à l'action sociale pour l'ensemble des retraités. Là encore, ce qui nous est présenté ne va pas dans ce sens.

Pour toutes ces raisons, la Fédération des Finances CGT demande en conséquence à être reçue par les Ministres nouvellement nommés.

Cette demande s'inscrit dans la logique de celle formulée le 24 juin dernier par l'ensemble des fédérations des Finances représentatives des personnels, portant sur les conditions de travail.

Ce rendez-vous avec les Ministres devra aussi permettre que de réelles réponses soient apportées à nos revendications quant à l'Hygiène et à la sécurité, mais aussi la prévention médicale dont les crédits sont également en baisse.

Paris, le 30 juin 20011